

LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°479 (1ER NOVEMBRE 2026)

RÉVOLTES ÉTUDIANTES ET ÉLECTIONS ISRAÉLIENNES

PARIS, MILAN, MADRID, BRUXELLES … : LA RÉVOLTE DE LA JEUNESSE EUROPÉENNE : CAUSES ET REMÈDES

Introduction

Philippe Meyer :

La jeunesse européenne se soulève depuis plusieurs semaines aux quatre coins de l'Europe. Dans les cortèges belges et italiens, mais aussi espagnols, portugais, néerlandais, allemands, autrichiens, irlandais ou serbes, la jeunesse européenne dénonce la hausse des coûts de scolarité et scande désormais un slogan : « *faisons comme en France* ». Au-delà de la France et de l'Italie, la colère se propage, plus ou moins éruptive, convergeant parfois avec celle de manifestants plus âgés, syndicalistes, travailleurs sociaux, personnel médical … En ce début d'automne, les jeunes Espagnols, Portugais et Grecs ont protesté contre « *le prix inabordable des loyers* ». Les Belges, eux, ont défilé pour le pouvoir d'achat et contre le manque de moyens à l'école. Il y a aussi eu des rassemblements à l'Est, où depuis le printemps, les jeunes, notamment albanais et serbes, vitupèrent autant contre leur horizon bouché que contre la corruption des dirigeants. Aux Pays-Bas et en Allemagne, des initiatives étudiantes prévoient des mobilisations dans les semaines à venir contre le service militaire obligatoire, qui pourrait être rétabli. En France, les manifestations ont été émaillées d'actes de violence et de vandalisme, qui ont fini par échapper au contrôle des autorités. La situation a également dégénéré sévèrement en Italie, notamment à Milan. Des débordements d'une telle ampleur n'ont pas été vus ailleurs. L'encadrement syndical plus important dans la péninsule ibérique

pourrait expliquer en partie le bon déroulement des rassemblements, mieux canalisés. En France, le taux de syndicalisation est parmi les plus faibles de l'OCDE.

La mobilisation des jeunes pourrait aussi se traduire dans les urnes. Alors que des élections cruciales se profilent dans toute l'Europe – le 25 octobre en Serbie, fin novembre en Espagne, au printemps en Italie et en France, mais aussi dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le plus peuplé d'Allemagne –, la Gen Z annonce qu'elle votera de préférence pour des partis qui n'ont jamais gouverné. En France, un sondage OpinionWay du 15 octobre annonce que les 18-24 ans comptent voter à 28 % pour le RN et à 49 % pour LFI. Mais la place des jeunes dans la population française diminue. Le pays vit un basculement générationnel majeur : si longtemps, les jeunes ont été plus nombreux que les seniors, en 2026, les plus de 65 ans sont presque aussi nombreux que les moins de 20 ans, et la dynamique d'inversion va s'amplifier, nous dit l'Insee.

Face à un mouvement hybride, déstructuré et spontané qui s'est mobilisé et organisé sur les réseaux sociaux, les gouvernants européens sont souvent désemparés. Les pays dont la dette publique explose peinent à trouver des réponses aux revendications. Sont concernés notamment la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie, l'Espagne ou encore le Portugal, malgré une réduction de cette dette depuis 2024.

En France, une nouvelle journée d'action est annoncée pour le 5 novembre.

Kontildondit

Lucile Schmid :

Ce qui est intéressant, c'est que beaucoup de ces jeunes manifestants, lycéens et étudiants, se réfèrent à la France. Il est important d'insister sur cette référence, de la même manière qu'en 2019, lors des marches pour le climat, la revendication d'un mouvement mondial, transfrontalier et transnational, avait été essentielle. Il faut également rappeler d'autres révoltes de jeunesse dans des pays plus lointains : le mouvement des « cafards » en Inde, qui a obtenu beaucoup de concessions du gouvernement très autoritaire de Narendra Modī, ou celui du Sri Lanka, qui a débouché sur un changement institutionnel. Il y a également eu l'Indonésie, la jeunesse hongkongaise ou celle des printemps arabes. Les mouvements de jeunesse ont aujourd'hui un caractère transnational.
La deuxième question est de savoir s'il s'agit de mouvements propres à la jeunesse ou si celle-ci constitue l'avant-garde de la société. C'est essentiel puisque, dans les pays développés, les jeunes représentent une part décroissante de la population. Sommes-nous face à un conflit générationnel ou à une crise démocratique qui secoue l'ensemble de la société ? Ces mouvements portent des revendications particulières. Le logement est un enjeu particulièrement fort en Espagne et au Portugal, où la spéculation immobilière a aggravé une crise déjà plus importante qu'en France. En Grèce, l'état des bâtiments scolaires et la montée du secteur privé dans l'éducation sont des questions essentielles, qui rappellent ce qui se passe en France. En Albanie, la mobilisation est davantage centrée sur la corruption, un problème particulièrement important dans les pays de l'Est.
Mais toutes ces revendications ont un point commun. La jeunesse vit dans un monde de grande incertitude, où l'avenir paraît sombre, marqué par la perspective de catastrophes climatiques et de guerres. Elle demande si la société est capable de s'intéresser explicitement à son avenir et de lui proposer des

perspectives politiques qui lui donnent une place. Cette interrogation dépasse les situations particulières et renvoie à notre crise démocratique, à l'incapacité des institutions de répondre aux demandes sociales. En Italie, les revendications des jeunes ont été rejointes par celles des agriculteurs ou des populations dépendantes de la voiture pour leurs déplacements, notamment dans le sud du pays. Plus largement, une question se pose : les démocraties vont-elles progressivement être gagnées par l'extrême-droite ? Les jeunes la posent d'autant plus explicitement qu'en France, près de 50 % d'entre eux envisagent de voter pour LFI et Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Il faut néanmoins rappeler qu'un quart souhaitent voter pour le Rassemblement national : la jeunesse est loin d'être unifiée.

Cette crise démocratique, cette incapacité des démocraties à dessiner l'avenir, se double d'un conflit de générations. Dans nos démocraties, les choix en faveur des plus âgés sont explicites, notamment lorsqu'on refuse de faire davantage participer les retraités à l'effort de redressement des finances publiques. Ce phénomène se retrouve dans plusieurs pays européens. La montée des dépenses de soins destinées aux générations âgées accentue le déséquilibre de nos systèmes sociaux, tandis que la solidarité intergénérationnelle semble rompue. Il reste également le traumatisme du Covid. Nous avons confiné toute une jeunesse, privé les lycéens français de leur baccalauréat dans des conditions normales, sacrifié une période décisive de leur vie pour protéger les générations plus âgées. Comment ces dernières peuvent-elles maintenant rendre aux jeunes ce qu'elles leur doivent ?

Nicolas Baverez :

Depuis le printemps dernier, des mouvements lycéens ou étudiants se sont développés dans 22 pays européens. Ils s'inscrivent dans une révolte mondiale de la jeunesse, avec des mouvements qui ont réussi à renverser des gouvernements au Sri Lanka, au Bangladesh ou au Népal, et d'autres qui se sont

affirmés en Indonésie, en Thaïlande, en Inde, au Maroc, à Madagascar, au Mexique ou au Pérou. Cette révolte mondiale présente néanmoins des spécificités européennes, notamment démographiques.

En Europe, on distingue trois grands motifs immédiats. Le premier est l'éducation : manque d'enseignants, formation insuffisante, dégradation des bâtiments scolaires, mais aussi dévalorisation des diplômes et difficultés d'accès à l'emploi. Le deuxième est le logement, particulièrement en Espagne et au Portugal, où des places sont occupées par des campements de tentes. Le troisième est l'inflation, puisque les jeunes subissent directement la hausse des prix de l'alimentation, de l'énergie, des loyers et du crédit.

Derrière ces motifs immédiats, il existe trois causes profondes. La première est démographique : le vieillissement accéléré de la population rend nos systèmes de protection sociale insoutenables. Ceux-ci sont devenus des machines à orienter les revenus vers les retraités et les personnes âgées. Depuis les années 1960, le taux de fécondité européen est passé de 2,7 à 1,3 enfant par femme, tandis que le ratio de dépendance entre les plus de 65 ans et les 15-64 ans a doublé, passant de 15 à 30 %. Nos États-providence ont été conçus pour une croissance de 3 %, le plein emploi, 2,5 enfants par femme et une espérance de vie comprise entre 65 et 70 ans. Ils ne fonctionnent plus dans des sociétés où la croissance est inférieure à 1 %, où le chômage est structurel, la fécondité de 1,3 enfant par femme et l'espérance de vie comprise entre 79 et 85 ans. Le pacte entre les générations ne fonctionne plus, et cette contradiction est en train d'exploser.

La France est un cas extrême, mais révélateur : les retraités y disposent d'un revenu moyen supérieur de 10 % à celui des actifs, tandis que les plus de 65 ans détiennent 80 % du patrimoine. Il en résulte un effet de fermeture pour les jeunes. À cela s'ajoute un environnement malthusien, renforcé par les crises successives, et trois grandes angoisses : le changement climatique, l'Intelligence Artificielle qui menace les emplois des débutants, et le retour de la guerre sur le

continent. On retrouve ainsi, parmi les revendications, la volonté de consacrer davantage d'argent à l'éducation qu'au réarmement. Enfin, les stigmates de la Covid demeurent. La jeunesse a le sentiment qu'on a sacrifié ses études et une période décisive de son existence pour protéger les personnes âgées. Ce sentiment n'est pas entièrement infondé.

Face à ces mouvements, les classes politiques sont partout débordées. Elles oscillent entre la démagogie, la tolérance envers la violence et la répression, sans parvenir à répondre aux revendications. La seule réponse de fond serait de réinventer le pacte entre les générations, ce qui suppose une approche systémique plutôt qu'une succession de réformes ponctuelles.

Ces mouvements peuvent aussi avoir de véritables débouchés politiques. Nous l'avons vu en Asie, mais également en Serbie, où Aleksandar Vučić était au pouvoir depuis 2017. Proche de Viktor Orbán et de Vladimir Poutine, il était réputé imbattable. Il avait même prévu de quitter la présidence pour devenir Premier ministre, selon une manipulation comparable à celle pratiquée entre Poutine et Medvedev. Pourtant, il a été battu grâce à une formule originale : un mouvement étudiant a porté la contestation pendant deux ans avant d'être rejoint par les forces politiques, sans que celles-ci parviennent à l'instrumentaliser. Nous avons ainsi, sur le continent européen, l'exemple d'un mouvement étudiant ayant débouché sur une véritable alternance, non pas au profit de partis extrémistes, mais en faveur d'un retour à la démocratie et d'une sortie de la démocratie illibérale.

Marc-Olivier Padis :

Lucile et Nicolas ont déjà dit beaucoup de choses. Je voudrais ajouter quelques remarques. Il existe effectivement un mouvement mondial, avec des références culturelles communes. Lorsque des manifestants portent des chapeaux de pirate, par exemple, ils font référence à la culture manga. Mais la grande différence entre ces mouvements réside dans la démographie. Au Sri Lanka ou en Inde, la

jeunesse est nombreuse, active et appelée à dominer la société dans les prochaines années. En Europe, au contraire, la démographie lui est défavorable. De surcroît, la participation politique des jeunes est traditionnellement inférieure à celle des actifs et surtout des retraités. Leur poids électoral est donc insuffisant, ce qui explique que des décisions objectivement défavorables à la jeunesse prévalent dans le débat politique.

Une autre caractéristique me frappe. Si l'on compare ces mobilisations à celles de l'altermondialisme des années 2000, il ne s'agit plus d'inventer un autre monde ou de développer un mode de vie en marge de la société, en rupture avec elle. Ce que j'entends dans les mobilisations européennes, particulièrement françaises, c'est une demande d'intégration. Les revendications sont extrêmement simples : pouvoir étudier dans des conditions correctes, dans des bâtiments qui ne soient pas étouffants l'été et soient chauffés l'hiver, avoir des professeurs remplacés lorsqu'ils sont absents. Il est significatif que les mobilisations lycéennes françaises soient parties de lycées de banlieue, en Seine-Saint-Denis, en soutien à une grève d'enseignants que le rectorat n'entendait pas. Il ne s'agit donc pas d'une volonté de rupture, mais de trouver sa place dans la société, de pouvoir accéder aux études supérieures à un coût raisonnable et de se loger.

De même, en Hongrie ou en Serbie, les revendications portent sur les droits fondamentaux, la liberté d'expression et la lutte contre la corruption. Rien de particulièrement révolutionnaire. Je suis extrêmement choqué par la surdité et le mépris manifestés jusqu'à présent par le gouvernement français à l'égard des lycéens. D'abord, par son incapacité à préparer l'avenir et à prendre des décisions sur le contrat intergénérationnel qui ne soient pas systématiquement défavorables aux jeunes. Nicolas a consacré plusieurs livres à ces questions. Un chiffre publié cette semaine est particulièrement éclairant : au cours des vingt dernières années, les dépenses d'éducation ont augmenté de 2 %, tandis que les dépenses de retraite progressaient de 37 %. On mesure les arbitrages effectués

…

L'incapacité du gouvernement à répondre autrement que par la répression policière aux revendications lycéennes est d'autant plus choquante que celles-ci correspondent exactement à ce que nous savons de la situation de l'école. Les emplois du temps sont inadaptés, les journées trop longues, concentrées sur un nombre insuffisant de semaines dans l'année, avec une semaine de quatre jours aberrante, qui n'existe nulle part ailleurs. Une convention citoyenne a formulé des propositions sur ces questions, sans qu'aucune suite leur soit donnée. Depuis des années, les chefs d'établissement alertent sur les difficultés de recrutement, l'absence de remplacement des enseignants et l'état des bâtiments. À cet égard, j'ai été frappé par le traitement de l'enquête PISA publiée il y a quelques années. Les commentaires se sont concentrés sur les deux chiffres figurant en première page, alors que ce document d'une quinzaine de pages contenait des informations bien plus riches. On y interrogeait notamment les proviseurs et les chefs d'établissement sur leurs principales difficultés. Le premier problème qu'ils citaient était l'état des bâtiments.

Je suis également choqué par l'incompétence des forces de l'ordre en matière de maintien de l'ordre. On envoie des policiers qui ne sont ni formés ni équipés pour cette mission, qui n'en connaissent pas les règles et pratiquent un maintien de l'ordre techniquement et professionnellement défaillant. À cela s'ajoute le développement d'une doctrine de la nasse et du contact, en rupture avec la tradition française du maintien de l'ordre, qui consistait à toujours laisser une porte de sortie afin de faire retomber la pression. Désormais, on va au contact, on encercle les étudiants, on les bloque et on les gaze sans avertissement. C'est un échec complet.

Je voudrais enfin revenir sur la Serbie, dont Nicolas a eu raison de souligner l'exemple, assez inattendu pour un pays qui ne nous a guère habitués aux bonnes nouvelles. La mobilisation s'y est développée contre la corruption et pour la liberté d'expression, alors que les médias, comme en Hongrie, avaient été

étroitement contrôlés par le pouvoir, de même que les tribunaux. On pouvait être sceptique sur les résultats d'un mouvement qui dure deux ans dans la rue. À un moment, la question du débouché politique se pose nécessairement. Or les manifestants serbes ont réussi à résoudre une véritable quadrature du cercle : comment passer d'un mouvement horizontal, décentralisé, sans chef, à une représentation politique ? Ils ont trouvé une solution en accordant des investitures, lors d'assemblées générales publiques, à des personnalités souvent plus âgées que les étudiants : universitaires, avocats, médecins, professionnels de différents secteurs, parfois agriculteurs. Ils ont ainsi envoyé au Parlement des citoyens qui n'étaient pas des professionnels de la politique. Cette formule a permis d'éviter deux écueils : la récupération par les anciens partis, rejetés et discrédités, et le soupçon que les étudiants auraient participé au mouvement pour obtenir des postes. Cette méfiance traduit peut-être une défiance excessive envers la démocratie représentative, mais ils ont trouvé un débouché politique et, de manière étonnante, réussi à renverser Vučić, qui avait verrouillé son pays à la manière d'Orbán.

Lucile Schmid :

La question des débouchés politiques de ces mouvements de jeunesse est passionnante, car elle nous place face à des choix de société. Lorsque Donald Trump affirme que les violences en France sont le fait de hordes de migrants, ou lorsqu'un débat est organisé au Parlement européen autour de l'idée que ces mouvements seraient une création de l'ultragauche, nous voyons se dessiner un scénario réactionnaire. Face à lui existe un autre scénario, plus difficile à inventer, qui pourrait s'inspirer du précédent serbe. C'est évidemment plus compliqué dans de grands pays comme la France ou l'Italie, et sans doute aussi en Grèce ou en Espagne, où des élections anticipées sont prévues fin novembre. Ces deux scénarios politiques sont déjà en concurrence. Les forces réactionnaires, conservatrices et hostiles à la jeunesse ont même pris une

certaine avance. Elles dénoncent la diversité culturelle de nos sociétés, renvoient certains jeunes Français à leurs origines étrangères et établissent un lien entre ces origines et la violence. Cette tentation de stigmatisation discriminatoire a suscité trop peu de réponses de la part des forces politiques progressistes, notamment en France, alors que l'élection présidentielle de 2027 présente des risques considérables.

Mais il faut également renvoyer la jeunesse à sa propre responsabilité politique. Dans mes discussions avec des étudiants, j'observe souvent une distance à l'égard des institutions qui les conduit à minimiser l'importance des élections. Ils privilégient le mouvement, le débat, la prise de position contestataire, en négligeant la nécessité d'investir les institutions. Or les jeunes, tous ceux qui construisent aujourd'hui leur vie, ne peuvent pas abandonner ces institutions aux forces conservatrices ni considérer qu'elles ne leur appartiennent pas. L'un des aspects intéressants de ces mobilisations est leur diffusion progressive aux parents d'élèves, aux professeurs et, plus largement, à tous ceux qui souhaitent un projet de société tourné vers l'avenir. C'est en ce sens que la jeunesse peut constituer une avant-garde. Il lui reste à investir nos institutions, qui ne doivent pas être considérées uniquement comme des instruments de répression. Chacun doit assumer sa responsabilité politique.

Philippe Meyer :

Je vous remercie. Je rappelle que nous enregistrons cette émission la veille de la manifestation dite d'Halloween, à propos de laquelle les prévisions sont très diverses, mais souvent pessimistes. On redoute notamment que les groupes les plus extrémistes, qui ont peu de rapport direct avec les lycéens ou les étudiants, sèment dans les villes un désordre et une violence considérables.

ISRAËL : L'INCERTITUDE

Introduction

Philippe Meyer :

Au lendemain d'un scrutin législatif marqué par une participation élevée (77,7%) au plus haut depuis 1999, la coalition sortante, appuyée par quatre partis d'extrême droite nationaliste et religieuse, au pouvoir depuis 2022 menée par Benyamin Netanyahou passait de 64 sièges il y a quatre ans à 53 sièges, après le dépouillement de 85 % des suffrages. Le bloc d'opposition, conduit par l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot n'obtenait que 48 députés. La Knesset, chambre unique du parlement israélien, compte 120 sièges. Une majorité de 61 députés est donc nécessaire pour gouverner.

Les seuls vainqueurs du scrutin sont les partis dits « arabes ». Grâce à une participation en très forte hausse dans les villes où habite une majorité d'Arabes israéliens – aussi appelés Palestiniens d'Israël –, leurs deux listes pourraient totaliser 19 sièges, soit près du double de leurs résultats en 2022. Pour la première fois dans l'histoire du pays, leur représentation politique se rapproche de leur poids réel dans l'électorat (20 %), et bouscule les équilibres politiques. Les Arabes israéliens pèseront plus lourd que l'extrême droite d'Itamar Ben Gvir et de Bezalel Smotrich ou que les ultraorthodoxes.

Si le bloc d'opposition partage avec les deux listes arabes une même dénonciation du bilan et des pratiques politiques de Benyamin Nétanyahou, il est traversé de courants très différents : les Démocrates de Yaïr Golan (gauche) ont publiquement appelé à une alliance avec les formations arabes. Le parti *Yashar !* de Gadi Eisenkot n'a pas, initialement, exclu l'hypothèse d'un rapprochement. En revanche, *Israël Beitenou*, dirigé par Avigdor Lieberman, en a fait une ligne rouge explicite. Sans les partis arabes, l'opposition risque de ne pas pouvoir

gouverner ; en acceptant leur soutien, elle pourrait perdre une partie de son électorat.

La coalition de Benyamin Nétanyahou pourrait avoir du mal à élargir sa majorité à 61 sièges. Il lui faudrait pour cela conclure une alliance avec un parti de l'opposition, ce qui suppose de trouver un terrain d'entente sur des points clefs, comme la création d'une enquête sur le 7 octobre, ou la conscription des ultraorthodoxes.

Les résultats définitifs seront publiés le 4 novembre. Le président, Isaac Herzog, devra ensuite confier au leader le plus capable, selon lui, la tâche de former un nouveau gouvernement. Plusieurs scénarios sont sur la table : la formation d'une coalition pour atteindre la majorité, un gouvernement d'union nationale, un gouvernement minoritaire qui s'appuierait sur des soutiens ponctuels ou la convocation de nouvelles élections qui devraient être organisées d'ici au printemps 2027. En attendant, Benyamin Netanyahou restera Premier ministre.

Nicolas Baverez :

Cette élection du 27 octobre était existentielle pour Israël. C'était la première depuis le 7 octobre, l'attaque du Hamas qui a fait plus de 1.200 morts et déclenché un cycle de guerres toujours en cours, à Gaza, au Liban et contre l'Iran, avec le risque d'une reprise de cette dernière après les élections de mi-mandat américaines. Les Israéliens ont compris l'importance du scrutin : la participation a atteint 77,7 %, son plus haut niveau depuis 1999, et 67.000 expatriés sont revenus voter.

Deux questions fondamentales étaient posées. La première faisait de cette élection un référendum sur Benyamin Netanyahou, qui domine la vie politique israélienne depuis un quart de siècle. La seconde opposait l'état de guerre à l'État de droit. Netanyahou se présentait comme le meilleur garant de la sécurité d'Israël, tandis que l'opposition réclamait le retour à l'État de droit, notamment son application au Premier ministre, qui accumule les scandales et les erreurs et refuse toute commission d'enquête sur le 7 octobre.

Or cette mobilisation débouche sur une impasse, sans majorité, qui bénéficie finalement à Netanyahou. Il se retrouve dans sa position habituelle : qui ne perd pas gagne. Malgré son érosion, le Likoud reste le premier parti d'Israël et son bloc dispose de 53 sièges. Il faut reconnaître que Gadi Eisenkot a échoué. Il disposait d'une occasion historique, mais l'a manquée parce qu'il a fait campagne uniquement contre Netanyahou, sans proposer de véritable projet alternatif, notamment à l'état de guerre permanent.

L'autre paradoxe réside dans la percée des partis arabes, qui obtiennent 19 sièges, mais dont le succès risque d'être politiquement stérile. Netanyahou exerce une pression considérable sur l'opposition en affirmant qu'aucune coalition ne peut être formée avec des partis antisionistes. Si Eisenkot s'allie à

eux, une partie de ses soutiens risque de rejoindre Netanyahou.
Quels sont donc les scénarios possibles ? Le président Herzog devra charger l'un des deux dirigeants de tenter de former une coalition. Netanyahou cherchera à débaucher certains partis de droite qui soutenaient son adversaire. Eisenkot, lui, ne peut réussir sans un accord avec les partis arabes, mais cet accord lui ferait perdre une partie de ses alliés. La troisième solution serait un gouvernement d'union nationale, peu crédible compte tenu de la polarisation du pays. Enfin, si toutes les négociations échouent, de nouvelles élections pourraient se tenir au printemps 2027, Netanyahou restant au pouvoir dans l'intervalle. Si la guerre contre l'Iran reprend, le poids du 7 octobre et de l'état de guerre pourrait favoriser le Premier ministre lors d'un nouveau scrutin.
La situation est donc paradoxale. La démocratie israélienne manifeste une réelle vitalité, mais la nation est profondément fracturée. Les institutions fonctionnent difficilement, avec onze partis représentés à la Knesset. Deux contradictions fondamentales demeurent. Comment faire fonctionner un État de droit dans un pays en état de guerre permanent ? Et comment faire vivre la démocratie parlementaire lorsque les Arabes, qui représentent 21 % de la population et disposent désormais de 19 députés sur 120, sont exclus du pouvoir et de toute coalition ? Ils appartiennent à la communauté nationale, participent aux élections et sont représentés au Parlement, mais demeurent politiquement relégués. Ce sont les grandes questions qui pèseront sur l'avenir d'Israël, et auxquelles cette élection n'a pas apporté de réponse.

Lucile Schmid :
Nicolas a très bien résumé les défis de la société israélienne. Toute la campagne s'est focalisée sur une seule question : fallait-il être pour ou contre Netanyahou ? Cette personnalisation a conduit à l'impasse, y compris pour le Likoud, qui reste pourtant le premier parti de la Knesset avec 28 députés. Elle montre combien Netanyahou, qui a été Premier ministre pendant dix-sept des trente dernières

années, demeure le personnage déterminant de la vie politique israélienne.
Les questions débattues pendant cette campagne sont également très particulières, en raison du statut de ce pays. L'une des principales concernait la conscription des jeunes hommes ultraorthodoxes. Netanyahou s'est clairement opposé à leur service militaire, contrairement à Eisenkot, dont le passé militaire est important. C'est d'ailleurs lui qui a introduit la doctrine de la disproportionnalité : lorsqu'Israël est attaqué, sa réponse ne doit pas être proportionnelle, les victimes civiles étant considérées comme des dommages collatéraux. On mesure ainsi l'ampleur du glissement à droite de la société israélienne. Que représente aujourd'hui la gauche ? Essentiellement Yair Golan, avec environ sept députés, qui est le seul à envisager ouvertement une alliance avec les représentants arabes.
Nous voyons donc une démocratie marquée par son caractère confessionnel, dans laquelle 21 % de la population peuvent obtenir 19 députés sans que l'on envisage autre chose qu'un cordon sanitaire autour de leurs représentants. Pourtant, les partis arabes ont proposé aussi bien de participer à un gouvernement que de le soutenir sans y entrer. Que pourraient-ils proposer de plus ? Eisenkot préfère néanmoins refuser cette possibilité, quitte à provoquer une impasse institutionnelle, car certains de ses alliés rejoindraient Netanyahou plutôt que d'accepter, même au Parlement, le soutien de députés arabes.
C'est le problème fondamental de cette démocratie en état de siège : être arabe, alors que l'on représente 21 % de la population, revient à être une sorte de persona non grata. Peut-on continuer à se dire une démocratie dans ces conditions ? Depuis la publication des résultats, Netanyahou mène en outre une offensive pour attribuer le succès des partis arabes à des ingérences étrangères. C'est particulièrement paradoxal lorsque l'on sait que Donald Trump n'a cessé d'intervenir en sa faveur, en appelant explicitement à sa réélection.
La situation est extrêmement confuse. La participation électorale témoigne certes de la vitalité démocratique d'Israël, mais le contenu de la campagne et ses

conséquences ne sont guère rassurants. Cette démocratie ne pourra continuer à exister que si elle donne véritablement une place aux Arabes israéliens.

Marc-Olivier Padis :

Le paradoxe est que les électeurs ont exprimé un désir clair de changement, mais que le résultat débouche sur un blocage. Il faudra probablement tout le mois de novembre pour savoir comment Israël pourra se doter d'un nouveau gouvernement. Une fois encore, Benyamin Netanyahou doit sa survie politique aux divisions du pays, qu'il a lui-même largement favorisées et entretenues.

Son bilan est particulièrement consternant. Il a affaibli la sécurité d'Israël, ignoré les alertes concernant le 7 octobre et lancé contre Gaza une guerre qui a franchi toutes les lignes rouges du droit humanitaire. Il a également affaibli l'État de droit. Nicolas opposait l'état de guerre à l'État de droit, mais les attaques de Netanyahou contre les institutions démocratiques avaient commencé bien avant le 7 octobre. Sa tentative d'affaiblissement de la Cour suprême avait provoqué d'immenses manifestations civiles pendant de nombreuses semaines, sans débouché politique. Netanyahou était resté en place. Il a aussi dégradé l'image internationale d'Israël et son unité morale. Son alliance avec l'extrême droite a profondément divisé la société, légitimé des discours d'une extrême violence, parfois meurtriers, voire génocidaires, tenus par certains ministres. Il a également couvert les actions de groupes terroristes juifs contre les Palestiniens en Cisjordanie.

Il est donc particulièrement surprenant qu'Israël se retrouve dans cette situation de blocage. Plusieurs scénarios sont possibles. Le premier serait une coalition anti-Netanyahou avec les partis arabes, mais certains partenaires, notamment Bennett et Lapid, y sont hostiles. Une variante serait un gouvernement minoritaire dirigé par Eisenkot, bénéficiant du soutien sans participation des partis arabes. Il existe des précédents dans l'histoire israélienne. Le président Herzog souhaite un gouvernement d'union nationale, mais cette perspective paraît difficile. J'ai

discuté cette semaine avec des responsables politiques israéliens et leur ai demandé si une coalition entre le Likoud et Eisenkot, sans Netanyahou, était envisageable. Eisenkot pourrait ainsi poser comme condition le départ du Premier ministre. On m'a répondu que ce scénario n'était absolument pas crédible : malgré son affaiblissement électoral, le Likoud reste suffisamment solide pour que Netanyahou conserve son autorité.

Restent donc deux autres possibilités. La première est l'organisation de nouvelles élections, que tout le monde souhaitait éviter, mais qui pourraient devenir inévitables. La seconde, plus sombre, est la poursuite de l'état de guerre. Les élections de mi-mandat américaines auront lieu mardi prochain. On entend de nombreuses mises en garde, notamment iraniennes, contre une nouvelle vague d'attaques visant l'Iran. Netanyahou, qui resterait institutionnellement en place pendant la transition, et Donald Trump, s'il était désavoué dans les urnes, pourraient être tentés de prolonger ensemble cette guerre qu'ils n'ont pas gagnée et qui n'offre aucune perspective sérieuse, mais dont ils pourraient espérer un effet de ralliement favorable à leur pouvoir. La situation israélienne est profondément préoccupante. La question palestinienne n'a pratiquement pas été débattue pendant la campagne. Il n'existe aucune perspective politique pour les Palestiniens, seulement des réponses sécuritaires et répressives à courte vue. Le sujet a quasiment disparu du débat. À cela s'ajoutent une guerre contre l'Iran qui n'aboutit à rien, une mobilisation militaire excessive qui affaiblit l'économie, et une société profondément fragmentée. Il ne s'agit pas seulement d'une opposition entre partisans et adversaires de Netanyahou. Les ultraorthodoxes de Jérusalem et les jeunes ingénieurs de la tech de Tel-Aviv vivent dans des mondes radicalement différents. La polarisation est extrême, la cohésion sociale très affaiblie et la position diplomatique d'Israël recule sur la scène internationale. Cette absence générale de perspectives est particulièrement inquiétante.

Lucile Schmid :

Il faut rappeler que la vie politique israélienne est en permanence traversée par des questions de vie et de mort. Au-delà de l'opposition entre état de guerre et État de droit, le 7 octobre continue de peser comme une chape sur la société, notamment en raison du refus de Netanyahou de toute commission d'enquête. Tant que la chaîne des responsabilités n'aura pas été éclaircie, cette question continuera de marquer profondément la vie politique. Elle contribue aussi à l'impossibilité d'imaginer une solution qui donne leur place aux Arabes israéliens et, plus largement, aux Palestiniens.

Si un gouvernement d'union nationale était formé avec Gadi Eisenkot, il est clair qu'il n'y aurait pas de commission d'enquête sur le 7 octobre. Ce serait donc la continuation de la situation actuelle. Il faut également rappeler ce qui se passe en Cisjordanie, où prévaut la loi du plus fort, avec les exactions commises par les colons contre les Palestiniens. Une démocratie qui autorise la maltraitance, voire la mise à mort de personnes vivant sous son autorité, se trouve confrontée à un problème fondamental. Le scénario très sombre que nous venons d'esquisser pourrait, à terme, conduire à la mort de la démocratie israélienne.

Enfin, les élections de mi-mandat américaines seront déterminantes. On pourrait presque redouter un scénario à l'israélienne aux États-Unis : si Donald Trump n'en sort pas très affaibli, il pourrait relancer la guerre contre l'Iran, ce qui conforterait Netanyahou.

Nicolas Baverez :

Trois brèves remarques. D'abord, l'économie israélienne se porte remarquablement bien. Le bilan de Netanyahou comporte de très nombreux passifs, mais la croissance atteint 4,5 %, les déficits restent limités malgré la guerre, la dette est faible et le shekel s'apprécie. C'est une économie extrêmement dynamique et innovante. Elle présente néanmoins deux particularités : elle est très étroitement liée aux États-Unis et comporte une importante dimension d'économie de guerre. Mais ses performances

économiques sont excellentes, ce qui n'enlève rien aux problèmes politiques et sociaux que nous avons évoqués.

Deuxième remarque : ces élections présentent une particularité comparable à celle du Brésil. Pour Bolsonaro comme pour Netanyahou, perdre le pouvoir signifie risquer la prison. C'est ce qui donne au scrutin son caractère vital. En Israël, l'immunité ne concerne que le Premier ministre. Netanyahou doit donc conserver cette fonction s'il veut éviter une succession de procès. C'est pourquoi, dans l'hypothèse de négociations pour un gouvernement d'union nationale, il est exclu qu'il accepte une formule dans laquelle il ne resterait pas Premier ministre.

Enfin, Israël ne survit, économiquement comme stratégiquement, que grâce à son lien avec les États-Unis. Cette relation est vitale, mais elle a été profondément fragilisée par les rapports entre Netanyahou et Trump. Une partie importante du Parti démocrate, mais aussi de nombreux responsables républicains, remettent désormais en question ce lien autrefois considéré comme existentiel et tout à fait particulier.

L'isolement international d'Israël n'a jamais été aussi grand. D'une certaine manière, le poids de Gaza a partiellement effacé la mémoire de la Shoah. Dans cet isolement, le lien avec les États-Unis demeure le pivot essentiel de la sécurité et de la survie d'Israël, mais ce pivot est lui-même aujourd'hui très fragilisé.